

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE de SAINGHIN-EN-WEPPE**

---

**Séance du 6 juillet 2022**

L'an deux mille vingt-deux le six juillet à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, en session ordinaire, sous la Présidence de Monsieur CORBILLON Matthieu, Maire.

**Étaient présents** : M. Mme CORBILLON Matthieu, DEWAILLY Bruno, BRASME Marie-Laure, POULLIER Bernard, PARMENTIER RICHEZ Isabelle, ROLAND Éric, BAJERSKI Sophie, DELPORTE ANDRE Marie-Françoise, PIECHEL Christophe, ARNOULD Caroline, DUPONT DUMOULIN Valérie, HERBIN Gaël, ZWERTVAEGHER COUTTET Florence, BAILLY Claude, ROELENS Natasha, DUCATEZ Marc, DESPREZ Martine, MORTELECQUE Denis, GUERBEAU Pascale, CAPANNELLI Claire, BARBE PLONQUET Marie-Laurence, MOUILLE Sophie, CARTIGNY Pierre-Alexis

**Avaient donné procuration** :

Mme BOITEAU Nadège à M. CORBILLON Matthieu  
M. VANDRISSE Guillaume à Mme BAJERSKI Sophie  
M. AFFLARD Christian à M. POULLIER Bernard  
Mme. LABAERE Cynthia à Mme ROELENS Natasha  
M. ARSCHOOT Dominique à M. HERBIN Gaël  
M. WAYENBURG Aymeric à M. MORTELECQUE Denis

**Assistait à la séance** : Jean-Sébastien VERFAILLIE, Directeur Général des Services

Il a procédé immédiatement à la nomination d'un secrétaire de séance, conformément à l'article L.2121-15 du Code des Collectivités Territoriales. Mme ARNOULD Caroline ayant été désignée pour remplir ces fonctions les a immédiatement acceptées.

**RESSOURCES HUMAINES**

Création d'un emploi permanent lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50% d'un temps complet de gestionnaire des ressources humaines

Nombre de membres

Afférents au Conseil Municipal : 29

En exercice : 29

Présents : 23

Quorum : 15

Qui ont pris part à la délibération : 29

Date de convocation : 30 juin 2022

Date de réception en préfecture : 19 juillet 2022

**CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 6 juillet 2022****RESSOURCES HUMAINES**

Création d'un emploi permanent lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50% d'un temps complet de gestionnaire des ressources humaines

Préambule

Les besoins du service ressources humaines nécessitent la création d'un emploi permanent d'un gestionnaire des ressources humaines à temps non complet pour une durée de 17/35<sup>ème</sup> et que celui-ci peut être assuré par un agent dans le grade d'adjoint administratif.

L'assemblée délibérante,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique, et notamment les articles L.332-8-5°,

**Vu**, l'avis favorable à l'unanimité des membres présents de la commission « Administration Générale » du 30 juin 2022,

**Vu** le tableau des effectifs de la collectivité,

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent d'un gestionnaire des ressources humaines à temps non complet pour une durée de 17h00/35h00 et que celui-ci peut être assuré par un agent dans le grade d'adjoint administratif

Le Quorum constaté,

Le Conseil Municipal de Sainghin en Weppes,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE A L'UNANIMITE DES MEMBRES PRESENTS,**

- **DE CREER**, à compter du 6 juillet 2022, un emploi permanent de gestionnaire des Ressources Humaines dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C à temps non complet à raison de 17/35<sup>ème</sup> hebdomadaires.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou éventuellement par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximale de trois ans.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée

La rémunération de l'agent sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télé recours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus,  
Suivent les signatures,  
Pour copie conforme,



Le Maire,  
Matthieu CORBILLON